

Édito

Méthodologie de projet

Une fois n'est pas coutume. Pour cette lettre 21 du PRDS, nous proposons un regard sur le lien entre le développement social et la formation des futurs professionnels de l'intervention sociale (assistants de service social, éducateurs spécialisés, éducateurs de jeunes enfants). En quoi la formation des futurs professionnels participe-t-elle à activer, réactiver, soutenir l'intérêt pour le développement social sur le territoire ?

Voilà maintenant six ans que l'IRTS développe une démarche de coopération avec les établissements sociaux et médico-sociaux à travers la mise en œuvre d'un module de méthodologie de projet et de développement social. Cette articulation a rencontré l'intérêt des directeurs, des chefs de service, des chefs de projets du département des Pyrénées Orientales, des formateurs de l'IRTS et des étudiants. Ainsi, ce module de formation a pris de plus en plus d'importance et nous souhaitons faire un retour sur cette expérience au travers de l'analyse de l'évolution des thématiques de développement et des demandes de projet.

Dans cette lettre 21, comme il est habituel aux lecteurs, nous faisons un retour sur des événements locaux organisés notamment la journée de refus de l'échec scolaire de l'AFEV (Association de la fondation étudiante pour la ville), la rencontre avec Manuel Boucher (sociologue) sur les rapports entre les jeunes des quartiers populaires et la police, le séminaire proposé par l'Observatoire Transfrontalier de l'Éthique Appliquée sur le thème de l'éthique et de l'évaluation.

Brigitte Baldelli, coordinatrice (par intérim) du PRDS

a > Agenda complet et actualisé sur www.prds66.ning.com

> **18 décembre 2012** de 8h30 à 18h30, IRTS, « Journée de formation partagée » (sur inscription et sur le site Percier,) : présentation des 11 projets menés par les étudiants dans le cadre du module méthodologie de projet et développement social. ; – IRTS-LR Amphi – Site Percier, Perpignan.

> **10 janvier 2013** de 14h30 à 17h30, PREFIS (Pôle, Ressources Etudes, Formations, Intervention sociale), "Séminaire Corps, sexualité, éducation et travail social", Amphi 115 - IRTS –LR, Montpellier

> **13 février** de 14h00 à 16h30, PREFIS "Séminaire : Les modèles de l'alternance éducative et formative aujourd'hui", Conférence de Richard Wittorski (CNAM - Paris) organisée par l'IRTS-LR, Montpellier.

> **14 mars** de 9h00 à 17h00, une journée pédagogique partagée, sur le thème « Médiation et gestion des conflits », IRTS-LR, site Percier, Perpignan.

Sommaire :

Journée du refus de l'échec / Rencontre avec M. Boucher / Éthique et évaluation, p. 2
A venir, p. 2
Initiatives locales, p.3
Ressources web, p. 3
A lire, p. 4

> Retour sur...

14 septembre 2012 > Journée du refus de l'échec à Perpignan

L'AFEV a organisé le 19 septembre 2012 à Perpignan la cinquième journée du refus de l'échec scolaire, plus particulièrement sur le thème du décrochage scolaire.

La table ronde (Brigitte Baldelli, Myrtille Cristiani et Yasmina Lamraoui) et la présentation de l'enquête (Trajectoires-Reflex) a permis de montrer que le décrochage était un processus constitué d'une chaîne de micro-ruptures avec les savoirs, les enseignants et l'environnement scolaire dans sa globalité. Deux types de décrochage sont identifiés : la « figure revendicative » où la relation à l'institution scolaire est conflictuelle et la « figure passive » où le sentiment d'ennui et de ne pas exister à l'école est très présent. Dans les deux cas, c'est un événement déclencheur qui va engendrer un décrochage définitif (problème personnel, mauvaise note, conflit avec un enseignant ou d'autres élèves,...), ainsi que la difficulté à identifier dans l'institution des personnes aidantes.

Le débat avec la salle s'est orienté vers la question de l'organisation de la seconde chance. Quels sont les dispositifs de reprise des parcours scolaires après une période plus ou moins longue de décrochage ? Il semble que « les raccrocheurs » trouvent des voies selon leurs propres investigations, leurs rencontres avec des professionnels ou des personnes-ressources, leurs demandes faites aux associations de type Mission Locale Jeune.

Un dispositif intéressant a été mentionné. Il s'agit du DUEPS (Diplôme Universitaire Etude des Pratiques Sociales) qui est délivré par douze universités en France, dont celle de Perpignan en partenariat avec l'IRTS et par l'EHESS (DHEPS). Formation de l'éducation populaire créée dans les années 60 par Henri Desroches (sociologue, philosophe) fondateur également du collège coopératif. L'originalité de ce dispositif vient du fait qu'il n'y pas de conditions d'accès si ce n'est celle d'une pratique sociale professionnelle ou bénévole de plus de cinq ans. Ensuite, cet apprentissage de la recherche-action (formation par la recherche) permet à certains de demander des équivalences en licence ou Master 1 et de reprendre ou d'entamer, ainsi, un parcours universitaire ou professionnalisant.

A voir sur dueps.univ-perp.fr/

Un autre dispositif « les Ecoles de la Deuxième Chance » est porté par la volonté de la Région. Celle de Perpignan est issue d'un partenariat associatif, retrouvez les sur <http://www.er2c66.org/blog>

25 octobre 2012 > Ethique et évaluation. OTEA, Site Percier

L'Observatoire Transfrontalier de l'Ethique Appliquée (OTEA) a invité Marcel Jaeger Professeur titulaire de la chaire en travail social du CNAM Paris à faire une conférence sur le thème de l'Ethique et de l'Evaluation. Marcel Jaeger a d'abord fait remarquer que peu de travaux portent sur cette articulation. Cette thématique est celle que l'OTEA développera au long de cette année 2012/2013. Il a ensuite donné une lecture très intéressante de la loi de 2002 de rénovation de l'action sociale et médico-sociale, en venant relever les implicites de la construction du texte et en montrant que cette loi met les professionnels face à des dilemmes et donc face à des problèmes éthiques (par exemple, lors du recueil de la satisfaction ou de l'avis d'usagers en situation de handicap mental).

> A venir...

« Les initiatives citoyennes », pour quel pouvoir d'agir des citoyens ?

Présentation de la journée d'étude du 14 février 2013

« L'initiative des habitants est un principe fondateur du projet de développement social, censé à la fois définir les attentes et gérer les projets, créer du lien et développer les solidarités. Mais une fois le projet « installé », quelles sont les conditions nécessaires et les méthodes à imaginer pour que les habitants puissent prendre ou reprendre l'initiative ? » (ADELS, Développement social participatif, *Revue Territoire*, 2005).

Pour tenter de répondre à cette question et d'autres concernant la valorisation et le développement des initiatives citoyennes, nous recevrons Majo Hansotte (Docteur en philosophie et formatrice), nous donnerons aussi la parole à des porteurs de projets bénéficiaires du Fond d'Initiatives Citoyennes et à des acteurs d'expérimentations locales

Deux journées de professionnalisation les 13 et 15 Février encadreront cette journée d'étude et seront animées par Majo Hansotte. A travers les méthodologies dégagées dans sa recherche sur les « Intelligences citoyennes » (Majo Hansotte De Boeck 2005), l'auteur travaille sur la « potentialisation des témoignages ordinaires ».

Sa méthode est très concrète : « Cette manière de faire collectivement sans se perdre dans le débat idéologique où l'on peut passer, voire perdre beaucoup de temps, où l'on cherche souvent à se convaincre les uns les autres, où seuls ceux qui parlent bien ont surtout leur place sans que cela débouche sur des résultats concrets. Là, le cadre fixé évite ce travers. Il y a une place importante donnée à la créativité dans une dynamique collective. C'est donc une démarche qui me semble très intéressante à pratiquer pour pouvoir se l'approprier. »

Propos recueilli par Laurent Assathiany http://www.paroles-partagees.org/construire_l_intelligence_citoyenne_209.php

> Dossier / Initiatives locales

Retour sur les projets menés en « méthodologie de projet » : les tendances d'évolution

Chaque année, depuis 6 ans, les étudiants de deuxième année de l'IRTS suivent un module « méthodologie de projet et développement social ». Ainsi, chaque année, depuis 6 ans, des professionnels, des institutions et des structures produisent des demandes concrètes de projet sur le territoire.

Ce module de formation proposé aux futurs professionnels avec la coopération des acteurs du champ social et médico-social s'inscrit dans le parcours de l'alternance intégrative et permet de formuler, entre les générations de professionnels, des questionnements sur les postures et méthodes adaptées à la mise en œuvre du développement social. Ce qui importe dans ces stages collectifs, c'est l'immersion des futurs professionnels au cœur des problématiques des actions collectives, partenariales, de développement, pour y expérimenter une méthodologie permettant la programmation, la rationalisation, et l'amélioration dans l'intérêt des bénéficiaires et/ou des habitants.

Ainsi, les étudiants ont l'occasion de s'engager dans un travail lié aux attentes des structures les accueillant pendant 6 à 8 semaines. Ils expérimentent à travers des équipes projets la pluridisciplinarité et la transversalité (ASS, ES, EJE), la démarche « projet », la question de la participation des publics, en lien direct avec des problématiques soulevées par les établissements et services du secteur.

Au démarrage du module, en 2007-08, les demandes provenant des institutions ont été largement orientées sur des besoins en diagnostic social, et ces demandes étaient portées essentiellement par des acteurs du social (centre sociaux, MSP). Par exemple, la demande faite par la M.S.P du Vallespir « mener une analyse des besoins de la population en matière d'aide alimentaire, et plus particulièrement de la population fréquentant ces structures. Les structures répondent-elles aux besoins et une complémentarité entre elles est-elle possible ? » Ou celle du collège Pons, « Etablir

un diagnostic des attentes des familles à propos des contenus de formation, d'information, d'accueil, d'animation à programmer dans le cadre de l'activité de la Maison des parents. »

En 2012, les demandes s'orientent plutôt sur des besoins de soutien méthodologique à la participation des usagers, des bénéficiaires ou des habitants. Cette demande se trouve être particulièrement présente dans des établissements médico-sociaux, certainement en rapport avec la mise en œuvre de la loi 2002-2. Nous pouvons citer notamment les demandes de l'ITEP Peyrebrune qui a voulu « recueillir la satisfaction des familles et par là-même identifier quelle place leur donner dans la structure pour mieux adapter l'accompagnement de leurs enfants ». Le Foyer de Marquixanes a, pour sa part, exprimé le besoin de « repérer les initiatives à prendre pour permettre aux résidents d'être davantage acteurs de leurs activités du week-end liées à leur environnement ». Le SAVS et le SAMSAH de l'ADAPEI avaient formulé le projet de « réécrire leurs règlements de fonctionnement en favorisant la participation des bénéficiaires ».

Pour les structures du social cette problématique de la participation se décline dans les centres sociaux, par exemple, le Centre Social Saint-Mathieu qui a demandé aux futurs professionnels « d'identifier dans quelle mesure les habitants du quartier ont repéré sa présence sur le territoire afin de favoriser leur participation ». Le Centre Social Cabestany, quant à lui, a fait travailler l'équipe projet sur « l'organisation de la journée nationale de l'abolition de l'esclavage au niveau local, en associant les habitants du quartier ».

Cette forte orientation des demandes montre que, même si la participation est souhaitée et nécessaire, elle n'est pas facile à mettre en place. La prescription du législateur (2002) reprise par les institutions se heurte souvent à la question de l'accompagnement vers l'impli-

cation des usagers et/ou des habitants, car la participation ne se décrète pas : elle doit avoir un sens, chacun doit y trouver un intérêt, et c'est un apprentissage progressif. Les méthodes participatives ne peuvent être uniformes, elles sont forcément adaptées aux différents publics (compétences, niveau d'autonomie, centre d'intérêt, ...), notamment quand il s'agit d'usagers en situation de handicap. Elles impliquent de réfléchir sur les thématiques et les degrés de participation possibles.

Les demandes évoluent et reflètent les besoins et les préoccupations des institutions sociales, les commandes changent aussi. Pour les futurs professionnels les apprentissages s'orientent vers la prise en compte des contextes institutionnels, (apprendre à faire en contexte), vers la négociation des objectifs opérationnels (apprendre à être force de proposition), vers la réalisation du projet ou de l'action (apprendre à faire concrètement). Pour les professionnels les échanges sont souvent fructueux et même un peu novateurs car il y a une dimension de co-construction avec les équipes projets.

Ainsi, ce module méthodologie de projet se clôture par une journée de formation partagée (sur inscription et sur le site Percier, le 18 décembre 2012) où se déroule un retour sur les expériences avec les professionnels engagés dans cette démarche et d'autres intéressés. Tous peuvent venir participer à cette journée de mutualisation et de mise à jour des compétences de la méthodologie de projet. Durant cette journée les échanges entre futurs professionnels, professionnels et formateurs enrichissent ce module et offrent l'occasion de développer des réseaux professionnels. Le PRDS, à travers son comité de pilotage et son comité technique s'est saisi tout au long de l'année de ces enjeux liés à la participation des usagers et/ou des habitants. Ainsi, ce dispositif pédagogique s'inscrit pleinement dans une démarche de coopération territoriale.

> Ressources web

> Le Pôle Régional de Compétences en Education Pour la Santé et Promotion de la Santé (PRC EPS/PS)

Le Pôle Régional de Compétences en Éducation Pour la Santé et Promotion de la Santé (PRC EPS/PS) est une plate-forme de ressources et de services à disposition des porteurs de projets. Il fédère les compétences et ressources en EPS / PS présentes dans la région et constitue un carrefour d'échanges entre tous les acteurs impliqués (institutions, associations, professionnels du secteur public ou privé...).

Plus d'infos > <http://www.prc-idf.org>

> La vie des idées

Coopérative intellectuelle, lieu de débat et atelier du savoir, « la viedesidees.fr » est un réseau de compétences qui dépasse les frontières géographiques et croise les champs disciplinaires, tout en cherchant à rester accessible au plus grand nombre. La consultation du site et l'abonnement aux lettres d'information sont entièrement gratuits.

La vocation est de proposer une information de qualité sur la vie intellectuelle et l'actualité éditoriale, tant française qu'internationale, ainsi que des contributions sur les grands enjeux de notre temps, sous la forme d'essais approfondis, d'interviews et de discussions publiques.

Voir en particulier le dernier article (23/10/12) de Pierre Merle sur l'Éducation prioritaire : www.laviedesidees.fr/Education-prioritaire.html

Plus d'infos > www.laviedesidees.fr

> Pôle ressources ville et développement social

Parution de la lettre résonance de novembre 2012.

Plus d'infos > <http://www.poleressources95.org:80/publications/resonances.php>

> Observatoire National des Agenda 21 Locaux

La Gazette des Agenda 21. Parution du Cahier n°6 : « Agenda 21 et Participation, la voix de tous sur la voie de l'intérêt général » ! Ce Cahier donne des éléments clés pour construire, animer et mettre en œuvre un projet territorial de développement durable en s'appuyant sur la participation de l'ensemble de la société civile.

Plus d'infos > <http://www.observatoire-territoires-durables.org/>

> Construire une démarche d'expertise en intervention sociale
Guellil A. et Guitton-Philippe S., *ESF Editeur, 2012, 236 p.*



Dans un environnement social et politique de plus en plus contraint et face à des problématiques de population de moins en moins saisissables, les établissements et services d'intervention sociale sont conduits à élaborer des réponses innovantes, à façonner de nouvelles lectures des situations rencontrées.

Dans ce contexte en tension croissante, construire une démarche d'expertise en intervention sociale représente un enjeu essentiel pour les professionnels de l'action sociale et médico-sociale, comme pour l'ensemble des acteurs impliqués dans son développement (conseils d'administration associatifs, pouvoirs publics...).

Désormais, l'expertise est une compétence instituée dans la formation de la nouvelle génération de travailleurs sociaux et cadres du secteur social et médico-social. Elle leur permet non seulement de définir et d'adapter l'offre de services, de la situer sur son territoire, mais également de positionner sa qualité tant à l'égard des situations spécifiques des personnes prises en compte qu'en référence aux orientations des politiques publiques. Note d'aide à la décision (CAFDES), dossier technique (CAFERUIS), étude terrain (DEIS), expertise sociale (DEASS)... sont autant de supports au service des organisations sociales, elles-mêmes au service des populations.

L'approche de cet ouvrage est double :

- conceptuelle : partant des différents cadres de référence de l'expertise développés dans le champ social, et de ses enjeux, les auteurs proposent une définition de l'expertise spécifique à l'intervention sociale ;
- méthodologique : ils développent une démarche fondée sur l'analyse et la confrontation des trois polarités de l'intervention sociale (politiques publiques/population/ offre de services) et un pilotage de l'expertise dans différents contextes.

La méthode est illustrée par des exemples tirés de la pratique professionnelle.

> Des innovations sociales par et pour les personnes en situation de handicap

Gardien E. (dir.), *Erès, 2012, 264 p.*



Les réseaux militants, créés et portés par des personnes en situation de handicap pour des personnes en situation de handicap, sont très mal connus du grand public, tout comme des professionnels du sanitaire et du social en France. Pour la plupart, issus d'horizons internationaux, ils ont développé des expériences originales qui questionnent le projet inclusif de notre société et apportent des éléments constructifs au débat citoyen sur l'accompagnement des personnes en situation de handicap, bien au-delà de nos usuels horizons de pensée.

Qu'elles proviennent du Bangladesh, du Canada, des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la Hongrie, de la Suède ou bien de la France, les innovations sociales présentées portent en elles de nouvelles conceptions de la santé, du handicap ou de la maladie, soutiennent d'autres visions de l'autonomie ou de l'autodétermination, donnent à voir des pratiques et usages alternatifs, et, enfin, montrent des chemins permettant le développement de potentiels souvent insoupçonnés. Ces innovations sociales dessinent le paysage d'un autre « vivre-ensemble » et mettent en lumière la possibilité d'une autre politique publique.

> Comprendre l'évaluation dans le secteur social et médico-social

Christian Maréchal, *Lexitis, coll. les pratiques de la performance, 2011*



La loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale a instauré l'obligation d'évaluations interne et externe. Le décret du 15 mai 2007 a précisé le cahier des charges de la seconde. L'ANESM (Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux) a publié deux recommandations explicitant le contenu de la première.

Avec ce livre, Christian Maréchal explique de manière simple la mise en œuvre d'une évaluation fondée sur le principe du développement de la bientraitance. Tout simplement indispensable !

Revue

> Parution du premier numéro de la revue RUIXAT (revue transdisciplinaire en sciences sociales) aux éditions Trabucaire de Perpignan). Aux éditions du Trabucaire :

Le thème de ce numéro est « Perpignan vu d'ici et d'ailleurs ». (Disponible dans les librairies perpignanaises ou sur www.trabucaire.com).

Sommaire : Jean-Paul CARRERE// Intervention sociale dans les quartiers populaires de Perpignan 1972-2012: un regard d'acteur ; Jean-Luc PANEK// Déclin de la mixité sociale dans les établissements scolaires perpignanais ; Pierre JIMENEZ// L'expérience d'un travail de groupe chemin faisant... ; Rachid ID YASSINE// Les musulmans en Catalogne française, d'hier à demain? ; David GIBAND// Dépasser la frontière ou quand l'espace transfrontalier se rêve territoire ; Dominique SISTACH// Au fin fond des "bordels" de Catalogne: les clients roussillonnais de la prostitution ; Alain TARRIUS// Perpignan et les nouveaux étrangers ; Ahmed BOUBEKER// Les mondes de l'immigration des héritiers. Ancrages et transmigration ; Michel KOKOREFF// Drogues, trafics, imaginaire de la guerre: des quartiers aux cartels.

> Le travail social au risque de la performance (87), Empan, 2012



Dans le contexte global de dérégulation économique et politique, à une période où s'imposent les logiques gestionnaires et les exigences de rentabilité et d'organisation, il est évident qu'on assiste à une réorientation de la commande politique faite au travail social. L'injonction d'une gestion plus performante constitue un indicateur majeur de cette réorientation. Il convient d'en examiner avec précision les modalités, l'implication et les conséquences.

La performance se définit autour de trois axes : la maîtrise des dépenses, la simplification des procédures et la recherche de la qualité des services. Assiste-t-on à la disparition ou au renouvellement des pratiques cliniques en travail social ? Ainsi, s'agit-il de repérer les pratiques menacées et, à l'opposé, les initiatives dues à l'introduction de nouveaux modèles.

> Les jeunes vulnérables face au système d'aide publique (62), Agora, 2012



Ce dossier s'intéresse aux modalités de prise en charge des jeunes vulnérables en France. Dans un contexte de recomposition des Etats-providence et de redéfinition des politiques publiques de protection sociale, les cinq contributions présentées proposent des pistes de réponse aux questions suivantes : comment les politiques locales d'accès aux soins et de lutte contre la précarisation et l'exclusion sociale sont-elles mises en œuvre ? Quelles sont les modalités d'intervention des professionnels d'aujourd'hui ? Au regard de ces modalités d'intervention, comment les jeunes construisent-ils leur propre parcours

> Humanitaire là-bas ? (40), Le sociographe, 2012



Où est la misère du monde ? La répartition géographique a longtemps déterminé l'accompagnement des personnes nécessiteuses : les professionnels du travail social ici, les bénévoles de l'humanitaire là-bas. Les travailleurs sociaux tout comme les pauvres voyagent-ils pour trouver ailleurs ce qu'ils n'ont pas chez eux ? Comment intervention sociale et action humanitaire cohabitent, s'entraident tout autant qu'ils se concurrencent dans le « marché » de la misère du monde ?

> Les enjeux hybrides de l'économie sociale et solidaire (Hors-série 5), Le sociographe, 2012



La suprématie de l'économique et du financier sur les échiquiers national, européen et mondial donne le sentiment que l'économique régule le social en faisant appel au politique.

Si l'économie sociale et solidaire compense, complète, voire conteste le système économique dominant, elle peut aussi s'y adapter et se banaliser. D'ailleurs, la perspective de l'économie solidaire s'est affirmée contre cette normalisation en vue de rassembler pour mieux transformer.